

**Discours au Conseil de Paix et Sécurité de l'Union Africaine par Mme Kyung-wha Kang -
Sous-Secrétaire Générale aux Affaires Humanitaires et Coordinatrice adjointe des
secours d'urgence au Bureau de la coordination des Nations Unies aux affaires
humanitaires (OCHA)**

Addis Ababa (Ethiopie) – le 25 novembre 2014

Monsieur le président,
Mesdames et Messieurs les membres du Conseil de paix et de sécurité,
Excellences, Mesdames et Messieurs,

Je souhaite tout d'abord vous remercier de me donner cette opportunité de vous briefer sur les aspects humanitaires qui affectent votre région.

Monsieur le président,

Au cours de la dernière décennie, une grande partie de l'Afrique a enregistré un développement économique robuste, avec des taux de croissance dans certains pays qui dépassent de loin la moyenne mondiale et des progrès significatifs accomplis par un certain nombre de pays dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Beaucoup plus d'enfants sont à l'école aujourd'hui et beaucoup plus de gens entrent dans la classe moyenne. Les gouvernements nationaux sont à l'avant-garde de ce progrès, et ont fait preuve de perspicacité en matière de leadership et de vision. L'Union Africaine a joué un rôle clef pour rendre possible ce progrès et ce grâce à ses politiques et mécanismes, en particulier dans le domaine de la paix et la sécurité, mais aussi au travers de la promotion d'une gouvernance transparente à tous les niveaux.

Toutefois, ces progrès fort louables n'ont pas atteint tous les pays, et il y a des poches paralysantes de vulnérabilités qui menacent de saper les progrès réalisés. En particulier, les conflits armés dans de nombreux pays du continent continuent de générer d'énormes besoins humanitaires et de condamner les personnes prises dans les feux croisés dans des années, voire des décennies de pauvreté et de misère. En effet, de nombreuses recherches démontrent que les conflits armés sont des facteurs générateurs de pauvreté, et lorsqu'un pays est en proie à des conflits armés, il est fondamentalement gêné dans son potentiel de croissance et de prospérité.

Monsieur le Président,

Je viens juste de conclure une visite au Sud-Soudan, et où la souffrance du peuple qui est plongée dans le conflit depuis une année, est énorme. D'innombrables personnes ont péri, certains brutalement tué. D'autres ont survécu aux épouvantables abus. J'ai visité Lankien, une zone durement touchée par le conflit. Là-bas, j'ai rencontré un jeune garçon de treize ans qui a perdu ses parents dans les combats et s'est enfuit avec ses plus jeunes cinq frères et sœurs. Il fait

partis des 1,9 millions de personnes qui ont dû fuir leurs maisons et des un demi-million d'enfants qui ont perdu toute chance d'éducation au cours de l'année écoulée au Sud-Soudan. Le conflit a dévasté l'activité économique et la fourniture de services sociaux de base. De nombreuses personnes déplacées sont maintenant dans des camps, soit dans le pays ou aux abords des frontières internationales. Les personnes vulnérables, y compris les femmes et les enfants vivent avec la menace quotidienne de la violence et des violences basées sur le sexe. Les garçons font face à une menace sans précédente de recrutement forcé dans les combats par tous les parties.

J'ai également visité Gambella en Ethiopie, qui est malheureusement aujourd'hui la maison pour plus de 190 000 réfugiés sud-soudanais. L'Ethiopie a reçu près de 40 pour cent des 472 000 réfugiés du Sud-Soudan. Les autres ont traversé la frontière vers le Kenya, le Soudan et l'Ouganda.

J'ai été encouragé par la générosité et la résilience des communautés d'accueil qui ont ouvert leurs portes et accueilli les civils sud-soudanais qui ont tout perdu quand ils ont fui les violences. J'ai également été encouragé par la générosité du Gouvernement Ethiopien et les autorités locales qui, malgré le grand flux de réfugiés, leur ont procuré assistance. Cependant, étant donné l'ampleur des besoins, les ressources et les services sont de plus en plus limités.

Malheureusement, les témoignages que j'ai entendus de ceux qui sont affectés par le conflit au Sud-Soudan ne sont pas uniques. Des millions de civils, en République Centrafricaine (RCA), la République Démocratique du Congo (RDC), au Mali et ailleurs, subissent un sort similaire.

Le déclenchement du conflit au Sud-Soudan a créé une pression supplémentaire sur une région qui doit déjà gérer des poches de vulnérabilités chroniques et d'insécurité alimentaire. La Corne de l'Afrique est également aux prises de deux crises humanitaires prolongées en Somalie et au Soudan. Les conflits, la violence, les conditions climatiques erratiques et la flambée des prix des denrées alimentaires nuisent à la région. En conséquence, les mécanismes d'adaptation au niveau régional, national et communautaire sont mis à rude épreuve.

En outre, certains pays d'Afrique continuent de se battre contre les grandes catastrophes soudaines. L'exemple le plus récent est l'épidémie d'Ebola, qui affecte la Sierra Leone, la Guinée, le Libéria et, plus récemment, le Mali. Jusqu'à présent, 15 351 personnes ont été infectées et 5459 sont mortes. Tous les segments de la société sont concernés: économique, social, développement, politique et sécuritaire. Le véritable coût de cette épidémie est encore à voir. Un effort régional très louable a été démontré par l'Union africaine en appui aux efforts en cours.

Monsieur le Président,

Dans ces environnements difficiles, le rôle critique de l'Union Africaine dans le maintien de la paix et de la sécurité a contribué à protéger les civils. Là où l'Union Africaine a déployé des missions de maintien de la paix, nous avons maintenu un dialogue soutenu sur les défis humanitaires clés et les paramètres nécessaires pour maintenir une action humanitaire indépendante et impartiale fondées sur les besoins. Mais les humanitaires continuent de faire face à des défis opérationnels majeurs, et nous souhaitons pouvoir bénéficier de votre aide pour

atteindre plus de gens qui sont dans le besoin au travers de mesures d'assistance qui sauvent les vies et qui renforce la résilience des gens.

Tout d'abord, le conflit doit cesser. Toutes les parties prenantes doivent redoubler d'efforts pour trouver des solutions politiques aux conflits en cours. Sur le plan humanitaire, nous sommes incapables de suivre le rythme de la vitesse à laquelle le conflit génère des besoins humanitaires dans et autour des pays concernés. Nous demandons au Conseil d'exercer une pression effective et maximale sur les parties afin de parvenir à une résolution rapide et pacifique au conflit. La poursuite du conflit dans quelques pays entrave les aspirations de la région plus large à la paix, à la sécurité et au développement.

Deuxièmement, aidez-nous à atteindre plus de gens dans le besoin. Je demande au Conseil de travailler avec les parties au conflit afin d'assurer que la réponse humanitaire soit facilitée. Tout le monde devrait être en mesure de recevoir de l'aide où qu'ils soient, et quel que soit leurs inclinations politiques, leur origine ethnique et / ou croyance. Une pression continue de ce Conseil sur les parties au conflit afin qu'elles respectent leurs obligations internationales et régionales en matière de droit humanitaire et des droits de l'homme, est crucial.

Troisièmement, en tant qu'humanitaires, nous ne pouvons pas faire de notre mieux si nous ne sommes pas en sécurité. L'acheminement de l'aide a souvent été entravé par l'insécurité, la politisation et l'ingérence, qui, dans les pires cas, ont entraîné la mort de travailleurs humanitaires. En 2013, 35 de nos collègues ont été tués au Sud-Soudan. Cette année, 13 ont été tués depuis le 15 décembre. En RCA, 18 travailleurs humanitaires ont été tués depuis janvier 2014 et 109 incidents de sécurité directs ont été documentés. Malheureusement, les travailleurs humanitaires continuent d'être soumis à la violence et aux enlèvements. De 1997 à 2013, 888 travailleurs humanitaires ont été enlevés dans le monde entier, 134 de ces incidents ont été signalés en 2013. Dans toute l'Afrique et à ce jour, 37 agents humanitaires ont été enlevés au cours de cette année. Au cours des deux dernières années, le Sud-Soudan, la Somalie, le Soudan, le Kenya et la RCA sont classés parmi les dix contextes les plus précaires pour les travailleurs humanitaires dans le monde. J'en appelle à ce Conseil afin que vous condamnerez tous les actes de violence contre les travailleurs humanitaires et que vous appeliez à la libération de tous les travailleurs humanitaires qui sont détenus en captivité.

Quatrièmement, aidez-nous à garder ces crises dans le devant de la scène. Avec toutes les urgences qui rivalisent à travers le monde, nous devons nous assurer que les crises humanitaires au Sud-Soudan, en Somalie, au Soudan, en RDC, en RCA et au Mali ne sont pas oubliées. Nous avons également besoin de votre soutien pour obtenir les ressources nécessaires pour les opérations humanitaires en Afrique. Pour le reste de cette année, nous devons trouver 10 milliards de dollars pour couvrir les besoins des plus vulnérables dans le monde. Dans la région de la Corne de l'Afrique, les appels humanitaires ont besoin d'environ 2,4 milliards de dollars et dans le Sahel de 750 millions de dollars pour cette année. Avec la multitude de crises en lice pour l'attention, nous devons trouver des moyens novateurs de mobiliser les ressources nécessaires pour aider les personnes dans le besoin en Afrique.

Cinquièmement, nous avons besoin d'approches plus communes. La paix, la sécurité, le développement et les opérations humanitaires doivent trouver une cohérence plus stratégique de manière à répondre aux besoins immédiats et aux vulnérabilités chroniques. La Banque mondiale

a récemment initié, dans la Corne de l'Afrique, une initiative soutenue entre autres par l'UA, l'IGAD et l'ONU. Cette initiative présente un cadre important pour promouvoir cette approche plus holistique que nous recherchons.

Monsieur le Président,

En conclusion, je tiens à exprimer la volonté d'OCHA de renforcer notre engagement avec l'Union Africaine. L'Afrique est un continent de deux récits. L'un est celui d'une croissance économique positive et un peuple extraordinairement résilients, et le second, est celui d'un continent plongé dans un conflit prolongé ou aiguë. Les humanitaires, par la nature de notre travail traite avec le second récit, ou ses conséquences, et nous avons besoin de votre soutien dans la réalisation de notre travail. Mais nous espérons sincèrement que le second récit ne durera pas et ne sapera pas ou retiendra le premier récit. Le leadership de l'UA est essentiel à cet égard, et OCHA est prêt à travailler avec vous pour s'assurer que les communautés en Afrique soient résilientes et vivent en paix.

La Coordinatrice des secours d'urgence et moi-même, sommes disponibles pour assurer que ce Conseil soit régulièrement informé et saisi des questions humanitaires ainsi que des préoccupations qui y sont associées.

Je vous remercie Monsieur le Président.
